

Mémoire présenté dans le cadre de la

Consultation prébudgétaire 2024-2025

présidée par

Eric Girard, ministre des Finances du Québec

Une présentation de
Sylvia Martin-Laforge
Directrice générale

Montréal, le 22 janvier 2024

La version prononcée fait foi

Introduction

Le Quebec Community Groups Network (QCGN) apprécie l'occasion qui lui est donnée de participer au processus de consultation prébudgétaire 2024-2025. Dans ce mémoire, nous présentons nos principales recommandations en ce qui a trait au secteur communautaire et à la communauté d'expression anglaise du Québec en situation minoritaire.

Les organismes du secteur communautaire du Québec ont toujours été des partenaires fiables et dignes de confiance du gouvernement du Québec. Ils jouent un rôle essentiel dans le développement social de la province en fournissant de l'information, de l'aide, des services et du soutien relatif aux mandats et aux services clés qu'offre le gouvernement à la population, notamment aux citoyens et aux groupes vulnérables.

A. Financement accru pour répondre à l'augmentation de la demande

Les organismes communautaires du Québec, comme d'autres situés ailleurs, continuent de subir des pressions. La hausse de l'inflation dans la province a entraîné une augmentation de 17 pour cent de l'indice des prix à la consommation (IPC) ces trois dernières années¹. Les Québécois les plus pauvres sont les plus durement touchés par cette hausse des coûts, l'incapacité à se nourrir étant une préoccupation majeure². Les coûts du logement ont également augmenté dans toute la province avec une hausse de 19,8 points, selon l'IPC, pour le logement en moins de trois ans³.

Les organismes ressentent également cette pression inflationniste alors qu'ils s'efforcent de fournir des services dans les limites de leurs budgets, qui ne suivent pas la hausse des coûts. Devant ces problèmes économiques croissants, le secteur communautaire québécois a besoin de soutien pour continuer à faire plus avec moins.

- 1. Le QCGN soutient que le financement du secteur communautaire devrait obtenir une augmentation pour refléter la hausse du coût de la vie, celle-ci ayant créé une demande supplémentaire de la part de la population tout en alourdissant la charge des organismes pour le maintien de leur prestation de services dans un contexte d'une hausse du fardeau financier.***

B. Équité de financement pour le secteur communautaire d'expression anglaise

Un thème qui revient sans cesse à propos de la communauté d'expression anglaise du Québec est la proportionnalité du financement par rapport à la part que reçoit le reste de la population. Même si les anglophones du Québec représentent près de 15 pour cent de la population québécoise, une estimation fournie par le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise montre que les organismes qui les soutiennent ne reçoivent que 3 pour cent des fonds alloués par le gouvernement du

¹ En novembre 2023, l'IPC (indexé à 2002) au Québec se situait à 155,5, comparativement à 132,6 en janvier 2020. Québec, Institut de la statistique du Québec, *Indice des prix à la consommation (IPC)*, produits et groupes de produits, Québec Canada, RMR de Montréal et RMR de Québec, données mensuelles non désaisonnalisées (2002=100) (Québec : ISQ, 2023) en ligne : <statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3879> [IPC].

² En 2022 seulement, le coût des aliments dans l'IPC du Québec a augmenté de 9,2 % en général, avec une hausse de 9,6 % pour les aliments d'épicerie : Québec, Institut de la statistique du Québec, *Indice des prix à la consommation (IPC)*, produits et groupes de produits, Québec Canada, RMR de Montréal et RMR de Québec, moyennes annuelles (2002=100) (Québec : ISQ, 2023) en ligne : <statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3880>.

³ *Supra*, note 1.

Québec au secteur communautaire⁴. Cette situation persiste malgré le fait que les Québécois d'expression française et d'expression anglaise s'entendent généralement pour dire que le financement devrait refléter la taille de la communauté⁵.

Les disparités de financement décrites ci-dessus sont d'autant plus préoccupantes qu'il existe d'importants écarts de revenus entre les communautés québécoises d'expression française et celles d'expression anglaise. Une étude récente de la Table ronde provinciale sur l'emploi (PERT) montre que les anglophones du Québec sont deux fois plus susceptibles de vivre sous le seuil de faible revenu (SFR). Il convient de noter que 8,9 pour cent des Québécois d'expression anglaise vivent sous le SFR contre seulement 4,5 pour cent des francophones⁶. Le recensement de 2021 fait état d'un taux de chômage de 10,9 pour cent chez les anglophones, un chiffre de quatre points plus élevés que chez les francophones, lesquels sont confrontés à un taux de chômage de 6,9 pour cent⁷.

- 2. Le QCGN soutient qu'il importe d'ajuster le financement des groupes communautaires au service des Québécois d'expression anglaise pour mieux refléter la taille de la proportion de la communauté anglophone au sein de la population du Québec et pour souligner les disparités économiques entre les Québécois d'expression anglaise et ceux d'expression française.**
- 3. Le QCGN insiste pour que tous les investissements visant à répondre aux besoins et aux priorités de notre communauté en situation minoritaire soient effectués en tenant compte du plan de développement communautaire, dont la vision d'action collective est mise au point, partagée et endossée par des douzaines de membres du QCGN, tant sur le plan organisationnel qu'individuel, ainsi que par de multiples intervenants communautaires partout au Québec.**

C. Coopération intergouvernementale en matière de financement des minorités linguistiques

Le QCGN comprend et respecte l'obligation du gouvernement du Québec de protéger ses compétences constitutionnelles et l'intégrité de ses institutions dans les cadres intergouvernementaux établis avec le gouvernement du Canada. Nous appuyons aussi pleinement la participation du Québec à la préparation et à la mise en œuvre des politiques et des programmes fédéraux qui ont une incidence sur le développement du Québec.

Le *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 : Protection-Promotion-Collaboration* du gouvernement du Canada vise à appuyer la protection et la promotion du français au Canada et au Québec. Il fournit également des ressources pour renforcer la vitalité de la minorité d'expression anglaise de la province. Le gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale se sont engagés à poursuivre des politiques équitables et ouvertes, qui respectent et soutiennent la communauté d'expression anglaise du Québec et ses institutions.

⁴ Quebec Community Groups Network, *Vision, vitalité et viabilité : Rapport sur la tournée de consultation du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise*, (Montréal : Quebec Community Groups Network, 2020) p. 11, en ligne (pdf) : <qcggn.ca/fr/vision-vitalite-et-viabilite-rapport-sur-la-tournee-de-consultation-du-secretariat-aux-relations-avec-les-quebecois-d'expression-anglaise>.

⁵ Quebec Community Groups Network et l'Association d'études canadiennes, *Consensus sur les enjeux linguistiques au Québec* (Québec : QCGN, 2022), en ligne : <qcggn.ca/wp-content/uploads/2022/11/QCGN-Consensus-Issues-on-Language-in-Quebec.pdf>.

⁶ Table ronde provinciale sur l'emploi, *Un aperçu de la pauvreté dans les communautés d'expression anglaise du Québec*, (Québec : Table ronde provinciale sur l'emploi, 2023), p. 11, en ligne : <pertquebec.ca/wp-content/uploads/2023/08/Snapshot_of_Poverty_Among_Quebecs_English_Speaking_Communities-1.pdf>.

⁷ Ibid. p. 18.

Le gouvernement du Québec comprend également que, dans un système fédéral, les organisations de la société civile ont le droit d'entretenir des relations positives et indépendantes avec les deux paliers de gouvernement afin de maximiser le soutien qu'elles peuvent recevoir pour poursuivre leur engagement envers la population.

- 4. Le QCGN soutient que le gouvernement du Québec, en collaboration avec sa minorité d'expression anglaise, devrait prendre des mesures concrètes pour maximiser les ressources rendues disponibles par le Plan d'action du gouvernement du Canada pour protéger et promouvoir le français ainsi que pour soutenir la vitalité de la communauté d'expression anglaise du Québec.**

D. Situation économique actuelle au Québec

En dépit des récentes difficultés économiques, la communauté d'expression anglaise, tout comme l'ensemble des Québécois, est déterminée à faire en sorte que le Québec redevienne économiquement prospère. Les récentes annonces économiques prouvent que le Québec n'est pas dans une période d'abondance⁸. Comme l'affirmait le ministre Girard, « le quatrième trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2024 seront une période de six mois difficile⁹ ... »

La hausse de l'inflation et des coûts du logement a eu un impact énorme, surtout sur nos concitoyens les plus vulnérables. Même si nous saluons l'augmentation des fonds alloués à la lutte contre l'itinérance et à la hausse des coûts alimentaires¹⁰, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour relever les défis économiques difficiles auxquels les Québécois sont actuellement confrontés. Le gouvernement doit s'assurer que les services publics demeurent également accessibles à tous et, en particulier, aux communautés vulnérables en situation minoritaire.

Les récents renforcements de la *Charte de la langue française du Québec* (Loi 96), ainsi que les changements apportés au programme des Entrepreneurs du Québec et au programme des travailleurs indépendants du Québec pour les immigrants, sont toujours en phase de réalisation. Leurs effets commencent seulement à se faire sentir. Les récentes pressions exercées sur les universités québécoises sous forme d'une augmentation des frais de scolarité pour les étudiants de l'extérieur de la province sont un autre exemple de choix politiques qui auront inévitablement un impact sur l'économie dans son ensemble.

Les universités sont des sources importantes de croissance économique pour le Québec. Par exemple, la Chambre de commerce de Montréal a constaté, en 2022, que la contribution économique des diplômés et des connaissances universitaires à l'économie montréalaise était estimée à 20 milliards de dollars pour la période 2019-2020, soit 9 pour cent du PIB de la région métropolitaine de Montréal¹¹. Au cours de cette période, les étudiants de l'extérieur de la province qui étudient à Montréal ont dépensé 722,3 millions de

⁸ Ministère des Finances du Québec, communiqué de presse, *Rapport sur la situation financière du Québec - 2^e trimestre de 2023-2024* (15 décembre 2023) en ligne (pdf) : <finances.gouv.qc.ca/documents/Communiqués/fr/COMFR_20231215_v2.pdf>.

⁹ La Presse Canadienne et le personnel de l'agence de presse, *Budget Update: Quebec boosts aid payments, says economy is in 'stagnation, CityNews, Everywhere* (7 novembre 2023), en ligne : <montreal.citynews.ca/2023/11/07/funding-for-housing-food-banks-expected-in-quebec-economic-update-today>.

¹⁰ Tel qu'annoncé par le ministère des Finances du Québec, communiqué de presse, *Le point sur la situation économique et financière du Québec : des gestes ciblés pour répondre aux priorités des Québécois* (7 novembre 2023) en ligne (pdf) : <finances.gouv.qc.ca/Budget_and_update/maj/documents/COMEN_MAJ_20231107.pdf>.

¹¹ Montréal, Chambre du commerce du Montréal métropolitain, *La contribution des universités du Grand Montréal à l'économie du Québec*, mise à jour de l'étude de 2016 (Montréal : CCMM, 2022) en ligne (pdf) : <ccmm.ca/~media/Files/News/2022/Etude-CCMM_Universites-2022.pdf>.

dollars, ce qui a contribué directement, à hauteur de 427 millions de dollars, au PIB du Québec, le Québec ayant reçu 53 millions de dollars en recettes fiscales de la part de ces étudiants¹².

L'économie québécoise dépendant fortement des universités pour sa croissance économique, toute mesure susceptible de réduire les inscriptions et les revenus de ces établissements pourrait avoir un impact négatif sur l'économie de Montréal et du Québec dans son ensemble.

- 5. Le QCGN soutient qu'un dialogue réel et significatif devrait rapidement s'engager entre la communauté d'expression anglaise du Québec et le ministre des Finances, également ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise, afin d'aborder les impacts des récentes mesures gouvernementales qui s'avèrent néfastes pour les entreprises, les institutions et l'économie dans son ensemble.**
- 6. Le QCGN soutient également qu'il convient d'appuyer les commissions scolaires, les cégeps, les universités et autres institutions pour les aider à faire face aux retombées financières des politiques gouvernementales.**
- 7. Enfin, le QCGN maintient que le gouvernement du Québec doit toujours tenir compte des impacts financiers de tous ses règlements, lois, politiques et programmes sur tous les Québécois – notamment sur les communautés en situation minoritaire.**

Conclusion

Le Quebec Community Groups Network se dit reconnaissant d'avoir été invité, une fois de plus, à contribuer à cette consultation prébudgétaire pour l'exercice 2024-2025, lui permettant ainsi de faire part de ses préoccupations et de ses recommandations. Nous nous réjouissons de collaborer avec le gouvernement du Québec de quelque façon pour améliorer la situation économique de la province ainsi que les conditions de vie des Québécois d'expression anglaise et celles de nos concitoyens.

¹² Ibid. p. 31.